



PRÉFET DE TARN-ET-GARONNE

Direction de la citoyenneté  
et de la légalité  
Bureau des élections et de  
l'environnement

AP n° 82-2018-08-13-005

**ARRÊTÉ**  
**PORTANT AUTORISATION**  
**DE MISE EN EXPLOITATION D'UNE CARRIÈRE DE ROCHES CALCAIRES**  
—  
**SARL SCOTT sur la commune de PUYLAGARDE**

Le Préfet de Tarn-et-Garonne,  
Chevalier de l'ordre national du mérite,

- Vu** le code de l'environnement,
- Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale,
- Vu** le code forestier,
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives,
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 99-623 du 19 mai 1999 autorisant la SARL MINASSIAN ALQUIER à exploiter une carrière de roches calcaires sur le territoire de la commune de PUYLAGARDE au lieu-dit « Laspeyrière »,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013108-0017 du 18 avril 2013 autorisant le transfert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-623 du 19 mai 1999 à la SARL SCOTT,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 82-2017-08-10-005 du 10 août 2017 imposant l'information de travaux à proximité d'une canalisation de gaz haute pression aux gestionnaires du gazoduc,

- Vu** la demande présentée le 12 mai 2017 complétée le 1<sup>er</sup> décembre 2017 par la SARL SCOTT à l'effet de solliciter le renouvellement de la carrière sise au lieu-dit « Laspeyrière » sur la commune de PUYLAGARDE (82160),
- Vu** l'avis n° 2018-5829 de l'autorité environnementale adopté le 20 décembre 2017 par la mission régionale d'autorité environnementale de la région Occitanie,
- Vu** la décision en date du 12 janvier 2018 du Président du Tribunal Administratif de Toulouse portant désignation du Commissaire-Enquêteur,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 82-2018-02-15-001 du 15 février 2018 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique qui s'est déroulée du 13 mars au 13 avril 2018 inclus sur le territoire des communes de PUYLAGARDE, PARISOT et VAILHOURLES,
- Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé sur ces communes,
- Vu** le rapport, les conclusions et l'avis favorable assortis de cinq recommandations du Commissaire-Enquêteur,
- Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes intéressées,
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés,
- Vu** le rapport et l'avis du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 22 mai 2018,
- Vu** l'avis émis par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – CODENAPS formation spécialisée « carrières » – dans sa séance du 28 juin 2018, au cours de laquelle le demandeur a été entendu,
- Vu** le projet d'arrêté porté le 10 juillet 2018 à la connaissance du demandeur, et l'absence d'observations,

**Considérant que** le porteur de projet a demandé que ce dossier soit analysé en application du 5°- a) de l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017, qui dispose que le pétitionnaire peut opter pour que l'instruction de sa demande se fasse selon les dispositions antérieures du chapitre II du titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement,

**Considérant** l'engagement du demandeur sur les mesures de protection, de prévention et de surveillance que le demandeur qu'il envisage de mettre en œuvre, après avoir évalué leur performance dans son étude d'impact,

**Considérant que** la mise en activité de l'installation est subordonnée à l'existence de garanties financières,

**Considérant que** l'exploitant possède les capacités techniques et financières requises,

**Considérant que** les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par le fonctionnement de l'installation et constituent des mesures compensatoires suffisantes pour garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

**Considérant que** les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de Tarn-et-Garonne,



# ARRÊTE

## TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales

### CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

#### ARTICLE 1.1.1 Exploitant et titulaire de l'autorisation

La SARL SCOTT, dont le siège social se trouve au lieu-dit « Tauriac » – 81640 VIRAC, est autorisée à exploiter les installations détaillées dans les articles suivants et sises au lieu-dit « Laspeyrière » du plan cadastral de la commune de PUYLAGARDE (82160), selon le tableau parcellaire présenté au chapitre 9.1 du présent arrêté.

#### ARTICLE 1.1.2 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux stockages de déchets d'extraction issus de l'exploitation de la carrière, et aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales concernant les installations classées soumises à déclaration sont applicables auxdites installations, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

### CHAPITRE 1.2 Nature des installations

#### ARTICLE 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Désignation de l'activité	Éléments caractéristiques	NOMENCLATURE		Régime
		Rubrique	Seuil	
Exploitation de carrière	Production maximale : 1 000 tonnes/an Production moyenne : 500 tonnes	2510-1	Sans	Autorisation

#### ARTICLE 1.2.2 Consistance des installations autorisées

La superficie totale de la carrière est de 1 ha 17 a 09 ca et la superficie de l'exploitation est limitée à 0,5 ha.

La production annuelle maximale est limitée à 1 000 tonnes de calcaire, pour un rythme moyen de 500 t/an.

La superficie totale de l'aire de transit de produits minéraux est limitée à 1 000 m<sup>2</sup>.

Les terres végétales sont stockées sous forme de merlons en périphérie de la carrière. Les déchets inertes issus de l'exploitation du gisement sont utilisés pour le comblement des zones exploitées.

Les terres de découverte, les stériles et les résidus inertes issus du traitement des matériaux extraits ne sont considérés comme des déchets d'extraction inertes que s'ils satisfont aux critères fixés au présent arrêté et par les textes réglementaires en vigueur.

### **ARTICLE 1.2.3 Périodes et horaires de travail**

L'exploitation fonctionne de 8 h- 12 h et de 14 h à 18 h les jours ouvrables.

La période d'extraction est ponctuelle, la campagne de travail est estimée de une à trois semaines par an.

## **CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier et réglementations**

### **ARTICLE 1.3.1 Conformité au dossier**

La présente autorisation est accordée selon les préconisations du dossier de demande, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite conformément aux plans de phasage et de remise en état présentés aux chapitres 9.2 et 9.3 du présent arrêté et aux indications et engagements contenus dans le dossier de la présente demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 1.3.2 Réglementation**

L'exploitant doit se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter, dans les délais prescrits, toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et des analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures des concentrations de retombées de poussières, de niveaux sonores et de vibrations. Ils sont effectués par un organisme tiers choisi par l'inspection des installations classées ou soumis à son approbation si l'organisme n'est pas agréé. Tous les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

L'exploitant doit laisser en permanence libre accès aux installations à l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 1.3.3 Lien avec les autres réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire, ni autorisation de défrichement, ni autorisation de destruction d'individus ou d'habitats d'espèces protégées.

## **CHAPITRE 1.4 Récolement des installations**

### **ARTICLE 1.4.1**

Un récolement sur le respect des prescriptions du présent arrêté est exécuté par l'exploitant ou un organisme compétent. Il doit prendre en compte les prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration visées à l'article 1.2.1 du présent arrêté.



Ce contrôle, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, est réalisé dans un délai de six mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.

Le rapport de ce contrôle est communiqué au Préfet.

Ce contrôle pourra être renouvelé à la demande de l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 1.5 Durée de l'autorisation**

### **ARTICLE 1.5.1**

L'autorisation, valable pour une durée de 20 ans à compter de la notification du présent arrêté, est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou des contrats de foretage dont est titulaire le bénéficiaire. Cette durée inclut la remise en état complète des terrains de l'ensemble du site.

L'extraction des matériaux commercialisables doit être arrêtée au plus tard six mois avant l'échéance de la présente autorisation pour que la remise en état puisse être correctement réalisée dans les délais susvisés.

Cette autorisation cesse d'avoir effet dans le cas où elle n'aurait pas été utilisée dans les trois ans suivant sa notification ou dans le cas où l'exploitation serait interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Les arrêtés préfectoraux ci-dessous sont abrogés :

- arrêté préfectoral n° 99-623 du 19 mai 1999 autorisant la SARL MINASSIAN ALQUIER à exploiter une carrière de roches calcaires sur le territoire de la commune de PUYLAGARDE au lieu-dit « Laspeyrière »,
- arrêté préfectoral complémentaire n° 2013108-0017 du 18 avril 2013 autorisant le transfert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-623 du 19 mai 1999 à la SARL SCOTT,
- arrêté préfectoral complémentaire n° 82-2017-08-10-005 du 10 août 2017 imposant l'information de travaux à proximité d'une canalisation de gaz haute pression aux gestionnaires du gazoduc.

## **CHAPITRE 1.6 Garanties financières**

### **ARTICLE 1.6.1 Objet des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent à l'ensemble des activités exercées sur la carrière et ses abords de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux de remise en état du site.

### **ARTICLE 1.6.2 Montant des garanties financières**

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer la remise en état correspondant à la dite période. Le montant des garanties financières mentionné ci-après est calculé avec l'indice TP01 (base 2010) du mois de février 2018 (valeur 107,4) et avec une TVA de 20 %. Ce montant est fixé à :

<b>Phase et période</b>	<b>Montant TTC</b>	<b>Année de référence</b>
Première phase de 1 à 5 ans	10 205 €	5
Deuxième phase de 6 à 10 ans	14 279 €	10

Troisième phase de 11 à 15 ans	16 595 €	15
Quatrième phase de 16 jusqu'à la remise en état finale du site	20 300 €	20

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme revalorisée correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 1.6.3 Constitution, renouvellement et actualisation des garanties financières**

L'exploitant justifie de la constitution des garanties dès qu'ont été réalisés les aménagements préliminaires définis au présent arrêté.

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins 6 mois avant l'échéance du document attestant de leur constitution.

Pour attester de ce renouvellement, l'exploitant adresse au Préfet, dans ce même délai, un nouveau document établi selon les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 et justifiant de la constitution de la nouvelle garantie financière dont le montant est actualisé en fonction de l'évolution de l'indice TP01 sur lequel il est indexé.

L'actualisation des garanties financières est faite à l'initiative de l'exploitant, sans que l'administration ait à la demander.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au Préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du Préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

### **ARTICLE 1.6.4 Absence de garanties financières**

L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale visée ci-dessus ou de l'attestation de renouvellement visée au paragraphe ci-dessus, entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par les articles du code de l'environnement.

### **ARTICLE 1.6.5 Appel des garanties financières**

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.



### **ARTICLE 1.6.6 Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement, l'inspection des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux de réaménagement.

## **CHAPITRE 1.7 Aménagements préliminaires**

### **ARTICLE 1.7.1 Information du public**

L'exploitant est tenu de mettre en place à ses frais et sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

### **ARTICLE 1.7.2 Bornage**

Des bornes sont placées en tous points nécessaires pour délimiter le périmètre de l'autorisation.

Le cas échéant, des bornes de nivellement pourront être mises en place afin de permettre d'établir des relevés topographiques des cotes mini et maxi et des différentes zones remises en état.

Ces bornes doivent demeurer en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

### **ARTICLE 1.7.3 Gestion des eaux**

Toutes mesures sont prises pour éviter que les eaux de ruissellement recueillies sur les terrains extérieurs à la carrière ne puissent pénétrer sur la zone en exploitation. En cas de besoin, un réseau de dérivation est mis en place en périphérie du site.

### **ARTICLE 1.7.4 Accès à la voirie et transport des matériaux**

L'accès à la voirie publique est matérialisé par des panneaux de signalisation et aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Des panneaux de danger temporaire de type AK14 complétés par des panneaux de type KM9 « sortie de camions » sont mis en place pendant l'exploitation de la carrière dans les deux sens de circulation à environ 150 mètres de part et d'autre du carrefour sur la route départementale n° 926.

## **CHAPITRE 1.8 Conduite de l'exploitation**

### **ARTICLE 1.8.1 Déboisement et défrichement**

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichement éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le déboisement et le défrichement éventuels sont réalisés en dehors des périodes de reproduction de l'avifaune.

Le déboisement et le défrichement éventuels sont réalisés sur des périodes ciblées permettant de réduire, voire d'éviter, la perturbation des espèces présentes dans ces milieux.

### **ARTICLE 1.8.2 Décapage**

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état du site.

Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à trois mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées.

Les travaux de décapage sont réalisés dans la mesure du possible, en dehors des périodes sèches ou de fort vent.

### **ARTICLE 1.8.3 Préservation d'habitats écologiques**

Les haies et les îlots boisés entourant la zone d'exploitation sont conservés.

La prolifération des éventuelles espèces végétales envahissantes ou invasives est surveillée et traitée.

### **ARTICLE 1.8.4 Archéologie préventive**

Le bénéficiaire de l'autorisation prend les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique.

Conformément au code du patrimoine réglementant en particulier les découvertes fortuites et leur protection, toute découverte de quelque sorte que ce soit (vestige, structure, monnaie, etc.) est signalée immédiatement auprès du Service Régional de l'Archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. Tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal.

## **CHAPITRE 1.9 Extraction**

### **ARTICLE 1.9.1 Épaisseur et cote minimale d'extraction**

L'épaisseur maximale d'extraction est limitée à 5 m et la cote minimale d'extraction est fixée à 380 m NGF.

### **ARTICLE 1.9.2 Méthode d'extraction**

L'abattage des matériaux se fait sans utilisation d'explosif dans un rayon de 50 mètres de la canalisation de gaz.

L'extraction des premiers blocs calcaires, utilisables comme pierre à bâtir et dalles, sont extraits à la pelle mécanique.

Une fois la masse rocheuse plus massive isolée, le gisement apparaît stratifié en assises bien réglées de 1-2 mètres d'épaisseur maximale. Le découpage est effectué par une série de forations avec un marteau perforateur pour dégager des blocs de pierre qui sont ensuite transportés par camion vers l'atelier de pierre de taille de l'entreprise SCOTT situé à VIRAC dans le Tarn.

L'exploitant est tenu de déclarer les travaux d'extraction, au plus tard 10 jours francs avant le début des travaux, au gestionnaire du gazoduc situé à proximité de la carrière.

Une trace écrite de cette information devra être conservée et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.



### **ARTICLE 1.9.3 Stockage des déchets d'extraction**

Les zones de stockage des déchets d'extraction résultant de l'exploitation sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets d'extraction utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

## **CHAPITRE 1.10 Fin d'exploitation**

### **ARTICLE 1.10.1 Élimination des produits polluants**

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.

### **ARTICLE 1.10.2 Remise en état**

La remise en état doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation. Elle s'effectue conformément aux dispositions de l'étude d'impact et selon les plans annexés au présent arrêté. Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- le gradin inférieur sera remblayé, recouverte de terre végétale et raccordé à la parcelle D912 pour permettre une restitution du terrain en vocation agricole,
- le gradin supérieur sera aménagé en petit cirque paysager mélangeant les formes en associant des zones à parois rocheuses, des zones d'éboulis et des talus végétalisés. Des plantations d'espèces locales seront mises en place pour permettre une continuité végétale avec les zones boisées voisines.

### **ARTICLE 1.10.3 Remblayage du site**

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les déchets utilisables pour le remblayage sont les déchets d'extraction inertes.

Les terres végétales sont stockées séparément pour être réutilisées lors de la remise en état finale, soit au droit des plantations de bosquets, soit en fine couche de recouvrement favorable à la repousse spontanée d'une prairie sèche.

## **CHAPITRE 1.11 Modification et cessation d'activité**

### **ARTICLE 1.11.1 Porter à connaissance**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 1.11.2 Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur doit solliciter une demande d'autorisation au Préfet dans les formes prévues à l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

### ARTICLE 1.11.3 Vente des terrains

En cas de vente des terrains, celle-ci doit être conclue conformément aux dispositions de l'article L. 514-20 du code de l'environnement.

### ARTICLE 1.11.4 Cessation d'activité

Lors de l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant accomplit les formalités administratives prévues aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement.

Il adresse au moins six mois avant l'échéance de l'autorisation, une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant à minima :

- la date prévue pour la fin de l'extraction et la date prévue pour la fin du réaménagement,
- les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état,
- un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblayage partiel ou total décrivant les mesures prises pour :
  - ✓ l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux,
  - ✓ les interdictions ou limitations d'accès au site,
  - ✓ la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
  - ✓ la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
- des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

À tout moment, même après la remise en état du site, le Préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté complémentaire pris dans les formes prévues par le code de l'environnement, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 de ce même code.

## CHAPITRE 1.12 Arrêtés, circulaires, instructions applicables

### ARTICLE 1.12.1 Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
23/07/1986	Circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
22/09/1994	Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.
23/01/1997	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
09/02/2004	Arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.
07/07/2009	Arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.
31/07/2012	Arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement.



## **TITRE 2 - Gestion de l'établissement**

### **CHAPITRE 2.1 Exploitation des installations**

#### **ARTICLE 2.1.1 Objectifs généraux**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- assurer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées,
- prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

#### **ARTICLE 2.1.2 Consignes d'exploitation**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Les consignes prévues par le présent arrêté sont tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

### **CHAPITRE 2.2 Réserves de produits ou matières consommables**

#### **ARTICLE 2.2.1 Réserves de produits**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que notamment produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

### **CHAPITRE 2.3 Intégration dans le paysage et propreté**

#### **ARTICLE 2.3.1 Esthétique**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Les abords du site placé sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

Les haies et les îlots boisés entourant la zone d'exploitation sont conservés.

#### **ARTICLE 2.3.2 Propreté**

Les installations sont maintenues propres et régulièrement nettoyées notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

## **CHAPITRE 2.4 Dangers ou nuisances non prévenus**

### **ARTICLE 2.4.1 Déclaration**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

### **ARTICLE 2.4.2 Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, à tout moment, de façon inopinée ou non, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme tiers choisi par elle-même, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces études sont supportés par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.5 Incidents ou accidents**

### **ARTICLE 2.5.1 Déclaration et rapport**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 2.5.2 Intervention de l'administration**

Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspection des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

## **CHAPITRE 2.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection**

### **ARTICLE 2.6.1 Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initiale,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,



- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, tout document doit être conservé durant 5 années au minimum après sa caducité.

### **ARTICLE 2.6.2 Registres et plans**

L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan d'échelle adaptée à sa superficie, sur lequel figurent :

- les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci,
- les bords des fouilles,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les pentes des pistes internes de la carrière,
- les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé,
- les zones préservées telles que déterminées dans le diagnostic écologique constituant la demande,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations applicables.

### **ARTICLE 2.6.3 Fiches de données de sécurité des produits**

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

## **TITRE 3 - Prévention de la pollution atmosphérique**

### **CHAPITRE 3.1 Conception des installations**

#### **ARTICLE 3.1.1 Dispositions générales**

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

Les engins de perforation doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 3.1.2 Pollutions accidentelles**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

#### **ARTICLE 3.1.3 Odeurs**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### **ARTICLE 3.1.4 Voies de circulations**

Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées.

La vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée.

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues.

La contribution de l'exploitant à l'aménagement et à la remise en état des voiries est réglée conformément aux dispositions du code de la voirie routière.

### **TITRE 4 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

#### **CHAPITRE 4.1 Collecte des eaux pluviales**

##### **ARTICLE 4.1.1**

Toutes dispositions sont prises afin d'éviter que les eaux pluviales extérieures au site ne se déversent dans la carrière.

Si nécessaire, des réseaux de dérivation sont aménagés en périphérie du périmètre d'exploitation.

Les banquettes et le carreau sont aménagés de manière à pouvoir recueillir les eaux de pluie et les diriger dans le bassin de décantation dimensionné de manière à pouvoir traiter des événements pluviaux de fréquence décennale.

L'entretien du réseau de collecte et de traitement des eaux pluviales est réalisé durant la période d'octobre à janvier, afin de limiter l'impact sur les amphibiens.



## **CHAPITRE 4.2 Types d'effluents et leur gestion**

### **ARTICLE 4.2.1 Eaux pluviales**

Les eaux de pluie recueillies sur le carreau de la carrière, n'étant pas en contact avec des secteurs imperméabilisés susceptibles d'être pollués ou avec des fumées industrielles, sont considérées comme non polluées. Les eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol.

Sauf configuration spéciale, les eaux de toitures sont considérées comme des eaux pluviales non polluées.

Les eaux de pluie recueillies sur le carreau de la carrière sont, de manière préférentielle, réutilisées sur le site pour la prévention des envols de poussières.

Un bassin de décantation est installé pour collecter et traiter les eaux de ruissellement des différents bassins versants avant rejet vers le milieu naturel.

Un kit antipollution, pour intervention rapidement dans le cas d'une fuite d'un engin dans le périmètre de la carrière, doit être disponible.

### **ARTICLE 4.2.2 Eaux d'infiltration**

L'exploitant met en place une consigne permettant de vérifier le bon fonctionnement du bassin d'infiltration, incluant notamment un suivi de la qualité des eaux. La circulation des engins ne doit pas polluer les eaux de ces bassins d'infiltration.

### **ARTICLE 4.2.3 Eaux de procédé**

Il n'y a pas d'eaux de procédé liées aux installations de traitement des matériaux.

### **ARTICLE 4.2.4 Eaux de lavage des engins**

Les engins sont lavés sur une aire étanche. Les eaux de nettoyage sont collectées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence.

### **ARTICLE 4.2.5 Eaux domestiques**

Les eaux domestiques sont évacuées conformément aux règlements en vigueur.

### **ARTICLE 4.2.6 Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction**

L'exploitant s'assure que les zones de stockage des déchets d'extraction ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux. Il procède, le cas échéant, au traitement et au recyclage des eaux de ruissellement de ces zones de stockage.

## **CHAPITRE 4.3 Émissaires et caractéristiques des eaux avant rejet**

### **ARTICLE 4.3.1**

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5,
- la température est inférieure à 30 °C,
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l,
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l,
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Les valeurs sont déterminées selon les normes appropriées décrites dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

## **TITRE 5 - Déchets**

### **CHAPITRE 5.1 Principes de gestion**

#### **ARTICLE 5.1.1 Limitation de la production de déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

#### **ARTICLE 5.1.2 Séparation des déchets**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 5.1.3 Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

#### **ARTICLE 5.1.4 Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts du code de l'environnement. Il s'assure que les installations visées à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, utilisées pour cette élimination, sont régulièrement autorisées à cet effet.

### **CHAPITRE 5.2 Gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière**

#### **ARTICLE 5.2.1 Plan de gestion**

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :



- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation,
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles,
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis,
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement,
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets,
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets,
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées,
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol,
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets,
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

#### **ARTICLE 5.2.2 Révision du plan**

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans. Dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.

## **TITRE 6 - Prévention des nuisances sonores et des vibrations**

### **CHAPITRE 6.1 Dispositions générales**

#### **ARTICLE 6.1.1 Aménagements**

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. Les dispositions relatives aux émissions sonores des différentes installations sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **ARTICLE 6.1.2 Appareils de communication**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### **ARTICLE 6.1.3 Véhicules et matériels**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement sont conformes à la réglementation en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.

## CHAPITRE 6.2 Niveaux acoustiques

### ARTICLE 6.2.1 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités de la carrière ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Le respect des valeurs maximales d'émergence doit être assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les niveaux limites de bruits LAeq à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation autorisée sont fixés par le tableau suivant :

Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	Jour	Nuit
En limite de propriété	70	60

Jour : 7 h à 22 h, sauf samedis, dimanches et jours fériés

Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon les dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

### ARTICLE 6.2.2 Contrôles des émissions sonores

Un contrôle des niveaux sonores, en période normale de fonctionnement des installations, sera effectué aux frais de l'exploitant par un organisme compétent dans les six mois de la notification du présent arrêté, puis tous les cinq ans. Ce contrôle sera également effectué lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées, à chaque changement notable de configuration et ensuite chaque fois que l'inspection des installations classées en fera la demande. Les résultats de ces contrôles assortis des commentaires éventuels sont transmis à l'inspection des installations classées.

## TITRE 7 - Prévention des risques technologiques

### CHAPITRE 7.1 Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.



Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

## **CHAPITRE 7.2 Caractérisation des risques**

### **ARTICLE 7.2.1 Distances d'isolement**

Les bords des excavations sont laissés à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre de l'exploitation, et de tout élément de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

D'une manière générale, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être à une distance horizontale suffisante du bord supérieur de la fouille de sorte que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise.

Cette distance doit prendre en compte la hauteur totale des excavations, ainsi que la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

### **ARTICLE 7.2.2 Sécurité du public**

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière doit être contrôlé.

Les accès du site d'exploitation doivent être fermés en dehors des périodes d'activité et l'interdiction de dépôts sauvages de matériaux à proximité des accès est matérialisée par des panneaux.

L'interdiction d'accès au public est affichée en limite de l'exploitation à proximité de chaque accès et en tout autre point défini en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif reconnu équivalent en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

## **CHAPITRE 7.3 Infrastructures et installations**

### **ARTICLE 7.3.1 Accès et circulation**

Les voies de circulation internes de la carrière sont clairement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.

## **CHAPITRE 7.4 Prévention des pollutions accidentelles**

### **ARTICLE 7.4.1 Rétentions**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Seul une cuve mobile, équipée d'une rétention, est utilisée sur la carrière pour le ravitaillement des engins.

#### **ARTICLE 7.4.2 Réservoirs**

L'étanchéité des réservoirs associés à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

#### **ARTICLE 7.4.3 Stockage sur les lieux d'emploi**

La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

#### **ARTICLE 7.4.4 Transports – chargements – déchargements**

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Le ravitaillement et l'entretien des véhicules et engins de chantier est réalisé sur une aire étanche munie d'un point bas permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels, ou en utilisant tout autre dispositif présentant des garanties équivalentes.

#### **ARTICLE 7.4.5 Élimination des substances ou préparations dangereuses**

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. Les terrains souillés doivent être traités comme des déchets.

#### **ARTICLE 7.4.6 Information des autorités sanitaires**

En cas de déversement accidentel de substances susceptibles d'altérer la qualité des eaux superficielles et souterraines, l'exploitant en informe, sans délai, la délégation territoriale de Tarn-et-Garonne de l'Agence Régionale de Santé et le Maire de la commune de PUYLAGARDE.



## **CHAPITRE 7.5 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

### **ARTICLE 7.5.1 Définition générale des moyens**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci et notamment de dispositifs de traitement de tout déversement de produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux superficielles et souterraines (réserve de sable ou matériau absorbant, kit de dépollution...).

L'accessibilité au site est assurée en permanence pour les véhicules d'intervention des services d'incendie et de secours (largeur des voies, état du revêtement, zone de retournement...).

### **ARTICLE 7.5.2 Entretien des moyens d'intervention**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température, notamment en période de gel.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services préfectoraux de la sécurité, du service départemental d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 7.5.3 Protection incendie de l'établissement**

Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les accès aux différents chantiers seront desservis par des voies carrossables facilement accessibles aux engins routiers des sapeurs pompiers. Une plate-forme, d'une superficie de 32 m<sup>2</sup> (8 × 4 mètres) de mise en station des engins de lutte contre l'incendie est réalisée et est signalée.

La défense extérieure du site doit être assurée par l'implantation d'une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> minimum équipée d'un raccord normalisé d'aspiration. Le volume d'eau doit être constant et mentionné sur une plaque signalétique.

La réserve est positionnée à moins de 200 mètres de la carrière et est protégée sur sa périphérie au moyen d'une clôture afin d'éviter les chocs fortuits.

Un plan de localisation précis de la réserve incendie indiquant le volume d'eau permanent ainsi qu'une note sur les caractéristiques techniques des points d'eau utilisables pour la défense incendie sont transmis au service départemental d'incendie et de secours de Tarn-et-Garonne et à la Défense Extérieure Contre l'Incendie de PUYLAGARDE.

La localisation de la réserve incendie est mentionnée sur le plan à l'entrée du site et sur le plan transmis au service d'incendie et de secours en cas d'intervention.

#### ARTICLE 7.5.4 Consignes de sécurité – Formation

Les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Les renseignements relatifs aux modalités d'appel des services de secours sont affichés, bien en évidence et d'une façon indestructible, sur les infrastructures fixes mises en place et près des appareils téléphoniques.

### TITRE 8 - Échéances

Le tableau ci-après reprend les diverses échéances du présent arrêté.

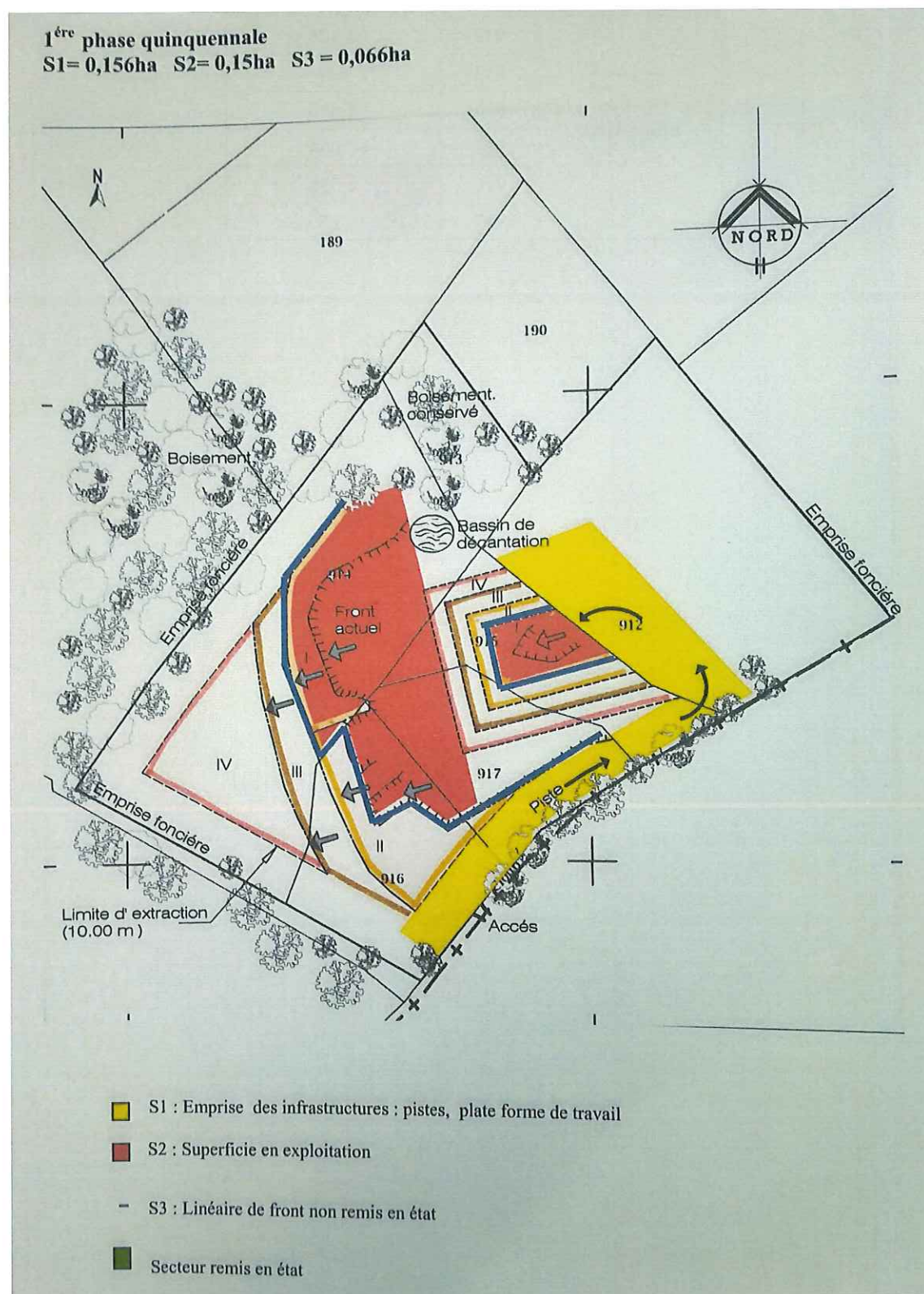
Article visé	Document à fournir	Échéance
Article 1.4.1	Récolement	6 mois maximum après la date de notification de l'arrêté d'autorisation.
Article 1.6.3	Attestation de constitution de garanties financières	Dès réalisation des aménagements préliminaires.
Article 1.6.3	Attestation de renouvellement et d'actualisation des garanties financières	Au minimum 6 mois avant l'échéance de l'acte de cautionnement en cours.
Article 1.7.5	Plan de bornage et aménagements préliminaires	Avant la mise en exploitation.
Article 1.8.3	Suivi naturaliste	À $T_0 + 10$ ans, $T_0 + 20$ ans et $T_0 + 30$ ans.
Article 1.11.4	Dossier de fin d'exploitation	Au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation.
Article 2.6.2	Plan de suivi d'exploitation	Au minimum une fois par an.
Articles 5.2.1 et 5.2.2	Plan de gestion des déchets d'extraction	Avant la mise en exploitation. Révisé tous les 5 ans.
Article 6.2.2	Mesures de bruit	À la mise en exploitation, puis tous les cinq ans.
Article 7.5.3	Vérification des équipements de lutte contre l'incendie	Au moins une fois par an.



**TITRE 9 - Documents annexés**  
**CHAPITRE 9.1 Situation parcellaire sur la commune de PUYLAGARDE**  
**(Section D du plan cadastral)**

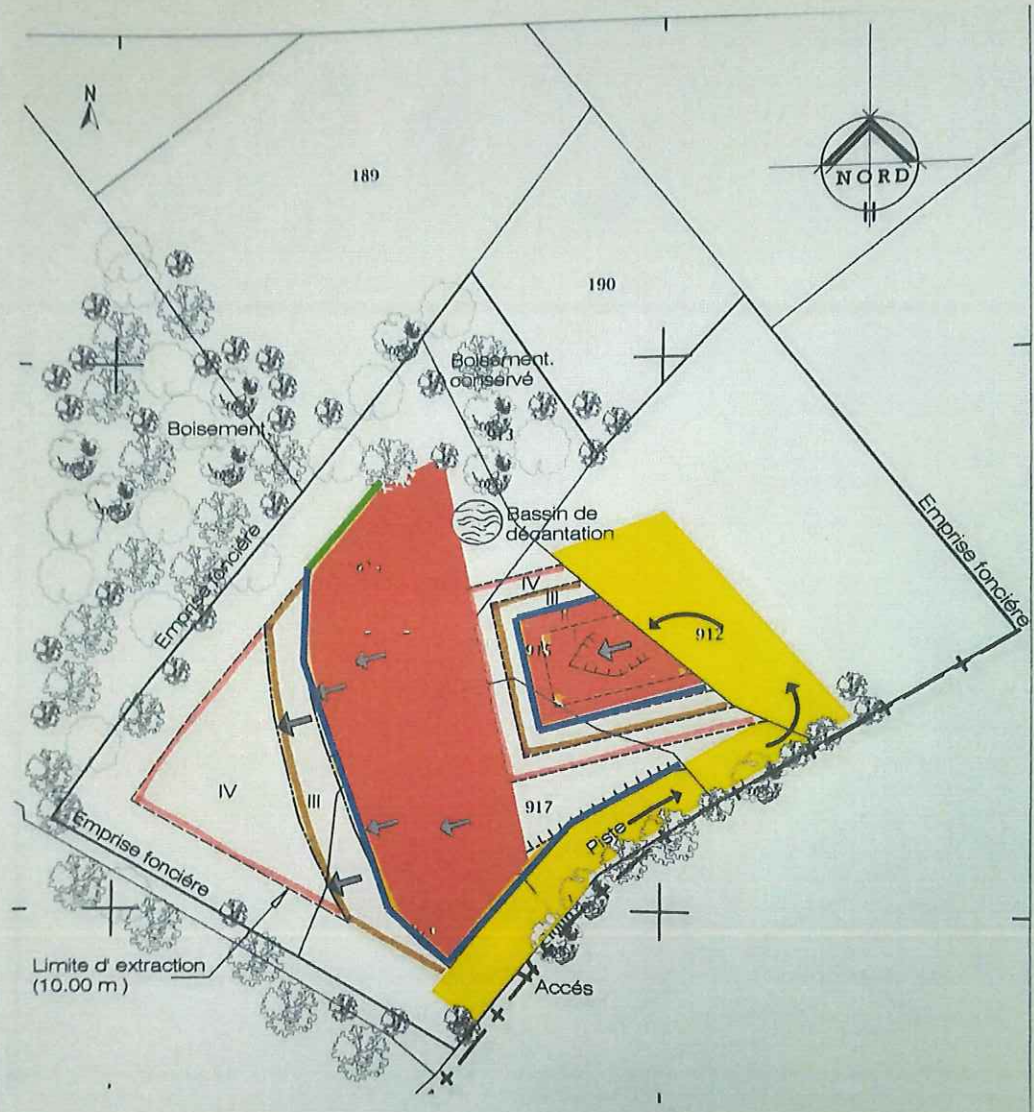
Lieux-dits	n°	Surfaces autorisées (en m²)
Laspeyrière	912	3 325
	913	684
	914	3 836
	915	1 064
	916	1 530
	917	1 270

## CHAPITRE 9.2 Plans de phasage de l'exploitation





2<sup>ème</sup> phase quinquennale  
 S1= 0,156ha S2= 0,25ha S3 = 0,065ha



- S1 : Emprise des infrastructures : pistes, plate forme de travail
- S2 : Superficie en exploitation
- S3 : Linéaire de front non remis en état
- Secteur remis en état

**3<sup>ème</sup> phase quinquennale**  
S1= 0,156ha S2= 0,31ha S3 = 0,058ha

N

Boisement

Boisement conservé

Bassin de décantation

Emprise foncière

Front actuel

IV

912

915

916

917

Piste

Accès

Limite d'extraction (10.00 m)

Emprise foncière

189

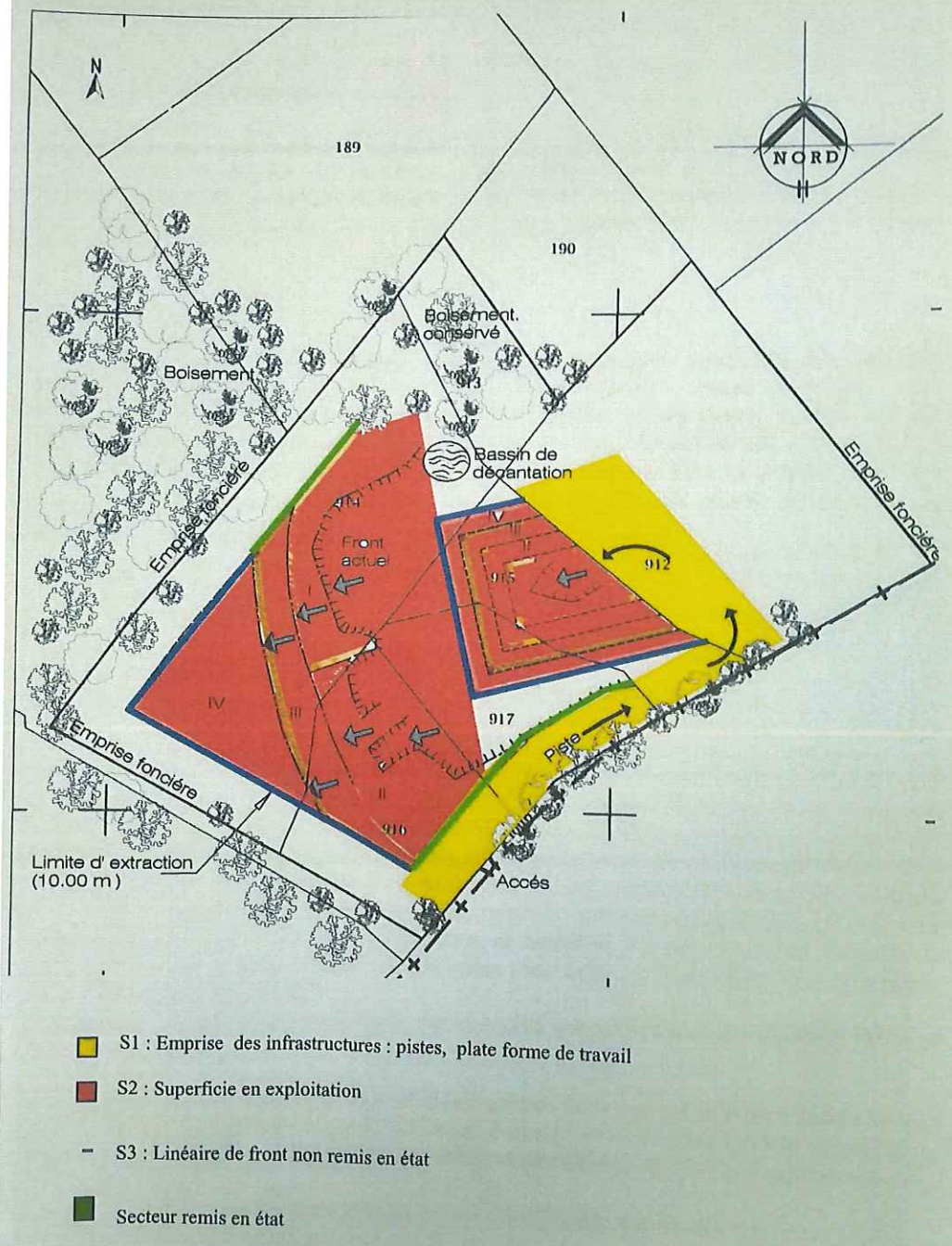
190

NORD

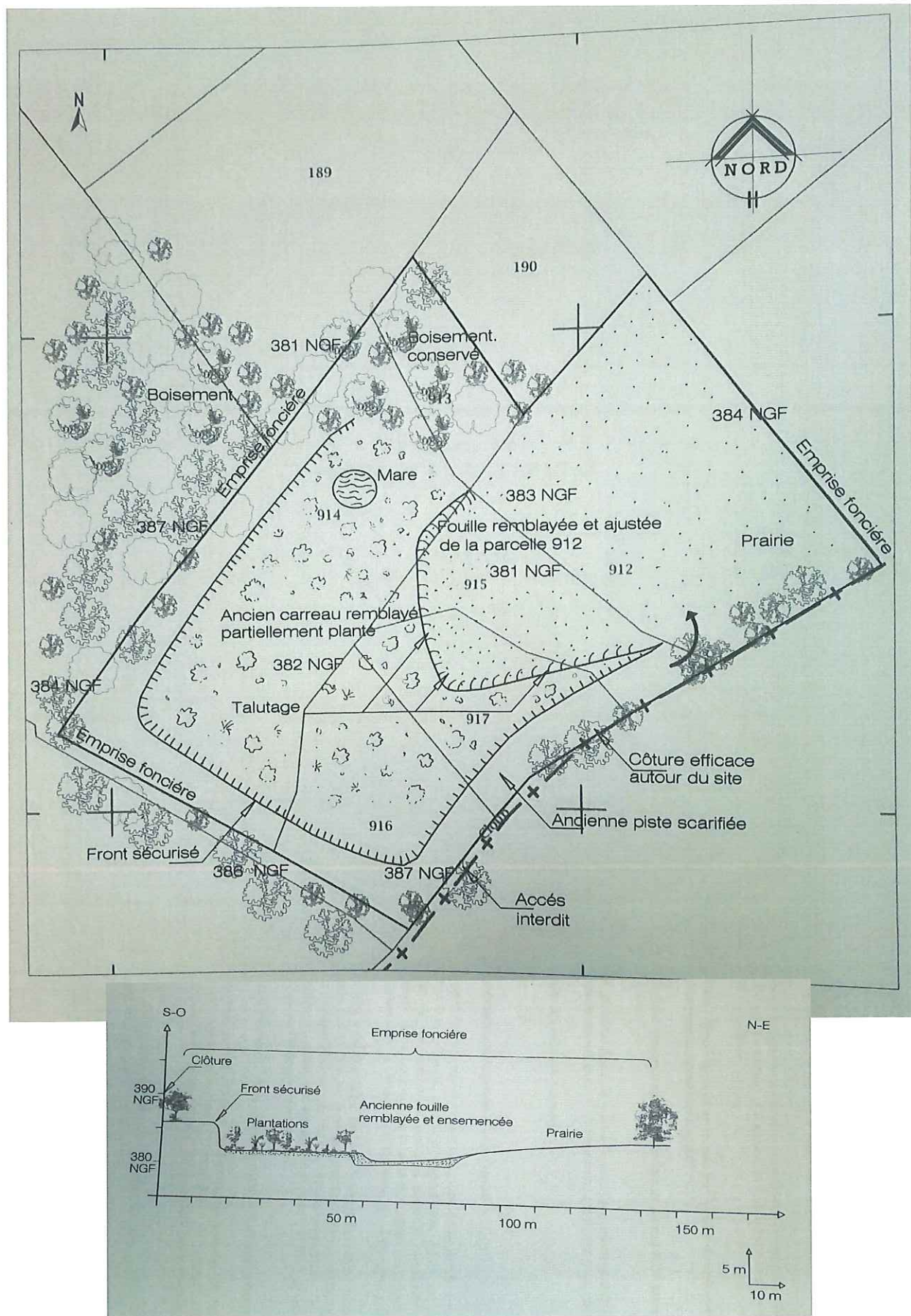
S1 : Emprise des infrastructures : pistes, plate forme de travail  
S2 : Superficie en exploitation  
- S3 : Linéaire de front non remis en état  
■ Secteur remis en état



4<sup>ème</sup> phase quinquennale  
 S1= 0,156ha S2= 0,4ha S3 = 0,059ha



## CHAPITRE 9.3 Plans de remise en état après exploitation





## CHAPITRE 9.4 Définition des termes

### Déchets d'extraction inertes :

1. Sont considérés comme déchets inertes, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :

- les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine,
- les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0,1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15875, est supérieur à 3,
- les déchets ne présentent aucun risque d'auto-combustion et ne sont pas inflammables,
- la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme. Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents,
- les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.

2. Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'il peut être démontré à l'autorité compétente, sur la base des informations existantes ou de procédures ou schémas validés, que les critères définis au paragraphe 1 ont été pris en compte de façon satisfaisante et qu'ils sont respectés.

## **TITRE 10 - Prescriptions relatives à l'autorisation administrative**

### **CHAPITRE 10.1 Publicité**

#### **ARTICLE 10.1.1 Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-39 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de PUYLAGARDE et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois dans les lieux habituels d'affichage municipal. Le même extrait est également publié sur le site internet des services de la Préfecture de Tarn-et-Garonne.

Le maire de la commune de PUYLAGARDE fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de Tarn-et-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la SARL SCOTT.

Un avis est inséré par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Une copie est adressée pour information aux maires des communes de Parisot et Vailhourles, au délégué territorial de Tarn-et-Garonne de l'Agence régionale de Santé Occitanie, au chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, au directeur du service de la sécurité intérieure de la préfecture de Tarn-et-Garonne, au directeur régional des affaires culturelles, au directeur de l'Institut national de l'Origine et de la Qualité, au Commandant du groupement de gendarmerie de Tarn-et-Garonne, au président du Conseil départemental de Tarn-et-garonne.

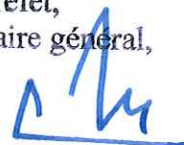
### **CHAPITRE 10.2 Publication**

#### **ARTICLE 10.2.1 Publication**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Tarn-et-Garonne et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie, Unité interdépartementale de la DREAL à Montauban, le maire de PUYLAGARDE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera notifiée à la SARL SCOTT.

À Montauban, le **13 AOUT 2018**

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,



**Emmanuel MOULARD**



## Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57), dans les délais ci-dessous :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de Tarn-et-Garonne – 2 Allée de l'Empereur, 82000 MONTAUBAN. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'intérieur – Place Beauvau – 75008 Paris Cédex 08. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## Table des matières

<b>TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....</b>	<b>3</b>
CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	3
CHAPITRE 1.2 Nature des installations.....	3
CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier et réglementations.....	4
CHAPITRE 1.4 Récolement des installations.....	5
CHAPITRE 1.5 Durée de l'autorisation.....	5
CHAPITRE 1.6 Garanties financières.....	5
CHAPITRE 1.7 Aménagements préliminaires.....	7
CHAPITRE 1.8 Conduite de l'exploitation.....	8
CHAPITRE 1.9 Extraction.....	8
CHAPITRE 1.10 Fin d'exploitation.....	9
CHAPITRE 1.11 Modification et cessation d'activité.....	10
CHAPITRE 1.12 Arrêtés, circulaires, instructions applicables.....	10
<b>TITRE 2 - Gestion de l'établissement.....</b>	<b>11</b>
CHAPITRE 2.1 Exploitation des installations.....	11
CHAPITRE 2.2 Réserves de produits ou matières consommables.....	11
CHAPITRE 2.3 Intégration dans le paysage et propreté.....	12
CHAPITRE 2.4 Dangers ou nuisances non prévenus.....	12
CHAPITRE 2.5 Incidents ou accidents.....	12
CHAPITRE 2.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	13
<b>TITRE 3 - Prévention de la pollution atmosphérique.....</b>	<b>14</b>
CHAPITRE 3.1 Conception des installations.....	14
<b>TITRE 4 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....</b>	<b>15</b>
CHAPITRE 4.1 Collecte des eaux pluviales.....	15
CHAPITRE 4.2 Types d'effluents et leur gestion.....	15
CHAPITRE 4.3 Émissaires et caractéristiques des eaux avant rejet.....	16
<b>TITRE 5 - Déchets.....</b>	<b>16</b>
CHAPITRE 5.1 Principes de gestion.....	16
CHAPITRE 5.2 Gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.....	17
<b>TITRE 6 - Prévention des nuisances sonores et des vibrations.....</b>	<b>18</b>
CHAPITRE 6.1 Dispositions générales.....	18
CHAPITRE 6.2 Niveaux acoustiques.....	18
<b>TITRE 7 - Prévention des risques technologiques.....</b>	<b>19</b>
CHAPITRE 7.1 Principes directeurs.....	19
CHAPITRE 7.2 Caractérisation des risques.....	19
CHAPITRE 7.3 Infrastructures et installations.....	20
CHAPITRE 7.4 Prévention des pollutions accidentelles.....	20
CHAPITRE 7.5 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	21



<b>TITRE 8 - Échéances.....</b>	<b>23</b>
<b>TITRE 9 - Documents annexés.....</b>	<b>23</b>
CHAPITRE 9.1 Situation parcellaire sur la commune de PUYLAGARDE.....	23
CHAPITRE 9.2 Plans de phasage de l'exploitation.....	24
CHAPITRE 9.3 Plans de remise en état après exploitation.....	28
CHAPITRE 9.4 Définition des termes.....	29
<b>TITRE 10 - Prescriptions relatives à l'autorisation administrative.....</b>	<b>30</b>
CHAPITRE 10.1 Publicité.....	30
CHAPITRE 10.2 Publication.....	30

